

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Engie Green Cabalas

Parc d'activités Millénaire II
Le Triade II - 215 rue Samuel Morse
34000 Montpellier

Références : UD34/H5/CI/2022/051
Code AIOT : 0006605587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement Engie Green Cabalas implanté Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 JONCELS. L'inspection a été annoncée le 03/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Engie Green Cabalas
- Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 JONCELS
- Code AIOT : 0006605587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Engie Green Cabalas, filiale à 100 % de la société Engie Green France, est une société spécialement créée pour gérer l'exploitation du parc « Plateau de Cabalas ».

Le parc éolien « Plateau de Cabalas » se situe au lieu-dit « Plateau de Cabalas » sur le territoire de la commune de Joncels dans le département de L'Hérault au niveau du plateau de l'Escandorgue. Il se compose de 13 aérogénérateurs de puissance unitaire de 2,3 MW, soit 29,9 MW au total.

Le parc a été mis en service par tranche entre 2018 et 2020.

- 5 éoliennes (E5 à E9) mises en service début 2018 (tranche 1 – Cabalas centre)
 - 4 éoliennes (E10 à E13) mises en service début 2019 (tranche 2 – Cabalas ouest)
 - 4 éoliennes (E1 à E4) mises en service en mars 2020 (tranche 3 – Cabalas est)
- Par ailleurs, des actions d'ouverture de milieux ont lieu durant l'hiver 2019/2020.

Le parc dispose d'un permis de construire (PC) délivré, par arrêté préfectoral du 13/11/07 modifié par arrêté du 29/07/16.

En outre, un arrêté du 13/11/13 et un arrêté du 22/04/14 sont venus encadrés respectivement le défrichement et le déboisement, pour la construction du parc.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit d'antériorité pour l'exploitation des éoliennes du parc en application de l'article L513-1 du code de l'environnement.

Ce parc éolien est soumis à autorisation conformément à la rubrique de la nomenclature 2980-1.

Des prescriptions complémentaires encadrant le fonctionnement du parc ont été prises par l'arrêté préfectoral AP n°2014-I-1276 du 18/07/14.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi environnemental
- Visibilimètres
- Système de détection de l'avifaune
- Retour d'expérience sur la mortalité du site
- Mesures spécifiques liées à la phase travaux
- Mesures préventives d'accompagnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Mesures préventives d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement article R. 512-69	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Mesures de réduction : visibilimètre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 en vigueur 01-07-2020	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Mesures de réduction : visibilimètre	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Pour les fiches de constats suivantes, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.2	/	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	/	Sans objet
6	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet
7	Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2	/	Sans objet
10	Mesures de réduction : visibilimètre	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 18/07/14 ont été relevées lors de cette inspection :

- l'exploitant n'a pas démontré que le système de détection de l'avifaune mis en place sur le parc éolien permet de couvrir l'ensemble du parc et est adapté au vol et au gabarit de l'Aigle Royal ;
- il n'existe pas de documents relatifs à la maintenance de ce dispositif et des visibilimètres ;
- l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées, dans les plus brefs délais, des cas de mortalité d'espèces menacées ;
- il n'a pas établi de plan de gestion et de suivi des mesures préventives d'ouverture et de gestion de milieux ouverts favorables à la chasse de l'Aigle royal ;
- les bilans annuels du suivi spécifique de l'Aigle Royal ne permettent pas d'apporter les éléments d'analyse prévue à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014.

L'exploitant devra se mettre en conformité dans les délais mentionnés dans la proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MESURES SPECIFIQUES LIEES A LA PHASE TRAVAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.2
Thème(s) : Autre, Rapport de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de respecter les périodes sensibles de reproduction des aigles royaux et de l'émancipation juvénile, tous les travaux y compris les travaux de terrassement (également ceux nécessaires au raccordement inter-éoliennes prévu sur le site) et les travaux d'édification des éoliennes ne doivent pas être réalisés entre février et début août. L'accompagnement des différentes phases du chantier est réalisé par un ingénieur-écologue. Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier (éoliennes et raccordement) sera établi par l'écologue et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le chantier de construction du parc s'est déroulé en plusieurs phases s'étalant de l'automne 2014 au printemps 2020. L'exploitant a remis les rapports de suivis de fin de chantier du 10/02/15, du 30/01/18 et du 25/01/19 établis par la société Abiès, bureau d'étude écologue, pour justifier du respect des interruptions de travaux durant les phases sensibles de la reproduction du couple d'Aigle royal de l'Escandorgue installé à proximité des éoliennes. Ces rapports concluent sur la fermeture du chantier fin janvier pour les années concernées, conformément à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 18/07/14.
Demande de l'inspection : Au vu des dates de mise service des différentes tranches, l'exploitant fournira, dans un délai de 3 mois, les rapports de suivi de fin de chantier des années 2016, 2017 et 2020 pour justifier du respect des interruptions de travaux pour ces 3 années.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi environnemental
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Réalisation du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Outre les suivis de mortalité de l'avifaune et des chiroptères prévus par les dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, un suivi spécifique des aigles royaux est assuré par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est soumis à la DREAL pour validation.</p> <p>Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux, qui devra permettre d'apporter les éléments de l'analyse prévue à l'article 2.3, est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>/.../</p> <p>Le suivi spécifique pourra s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal du plateau de l'Escandorgues porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris "Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ».</p> <p>Constats : Un suivi de la mortalité est réalisé annuellement par le BE ALTIFAUNE (application du protocole 2018). Le 1er suivi a été réalisé d'avril à octobre 2018.</p> <p>Pour l'année 2021, ce suivi a été réalisé de mi-avril à mi-décembre 2021 selon la fréquence ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 passage hebdomadaire les semaines paires et 2 passages hebdomadaires les semaines impaires d'avril à octobre avec un intervalle de 4 à 5 jours ; - 1 passage hebdomadaire en novembre ; - 1 passage tous les 15 jours en décembre. <p>Ce suivi fait état de la mortalité suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « 37 cadavres (27 oiseaux et 10 chiroptères) ont été retrouvés sur le parc éolien lors des suivis. » - « l'estimation de la mortalité de l'avifaune /.../ est d'environ 1 274 cadavres sur l'année 2021, entre avril et décembre.» - « l'estimation de la mortalité [de chiroptères] /.../ est estimée à 390 cadavres sur l'année 2021, entre avril et décembre. » <p>Ce suivi appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi est incomplet sur l'année : les mois de janvier à mars n'ont pas été suivis en 2021 alors même qu'une espèce sédentaire hautement patrimoniale (l'Aigle royal) se reproduit à proximité et que d'autres espèces sédentaires patrimoniales, non reproductrices localement, sont susceptibles de fréquenter le secteur toute l'année : Vautour fauve et Vautour moine notamment. - la fréquence de passage n'est pas adaptée au taux de prédation très élevé relevé. La fréquence de passage varie en outre fortement entre les mois (de 2 à 7) et cette variabilité n'est pas intégrable dans les formules d'estimation standardisée. Au-delà d'un certain écart entre le nombre de cadavres retrouvés et le nombre de mortalités estimées (le second ne devrait pas être > à 400 %), la fiabilité des extrapolations et donc des résultats du suivi n'est pas du tout assurée. - la surface prospectée est très faible, en raison de la situation du parc établi en crête en milieu forestier. Cela influe sérieusement sur la mortalité elle-même (pour les chiroptères et passereaux forestiers par ex.) et sur son estimation plus difficile. - malgré ces biais méthodologiques, le nombre de cadavres et d'espèces différentes retrouvées pour ces 13 éoliennes est élevé. Il n'y a donc pas seulement un problème d'estimation numérique mais une réalité brute d'impact déjà élevée, notamment sur l'avifaune.

Le BE émet plusieurs recommandations :

- concernant les chiroptères, maintien du bridage avec un renforcement en septembre et en octobre. Ce plan de bridage est bien appliqué par l'exploitant pour l'année 2022.
- concernant l'avifaune, une défavorabilisation des plateformes des éoliennes afin d'en diminuer l'attractivité pour la faune locale, ainsi qu'une suppression des structures paysagères dans un rayon de 20 m autour des éoliennes pour éviter le développement de niches écologiques attractives.

Lors de la visite, il a été observé que :

- la zone proche de E7 a été reboisée. L'exploitant a indiqué que les érables ont été replantés en 2019 aux abords des éoliennes conformément à l'arrêté n°DDTM34 du 22/04/22.
- Les plateformes entre les éoliennes sont parsemées d'herbes et talus

Un suivi d'activité en hauteur des chiroptères est réalisé. Pour l'année 2021, ce suivi a été effectué du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Un suivi spécifique de la reproduction de l'Aigle Royal a été réalisé pour le cycle 2021/2022 par la société ABIES suite à la naissance d'un juvénile.

Un suivi de l'impact du parc sur l'avifaune est réalisé par Abies. Le dernier rapport concerne le cycle 2020/2021. Ce suivi intègre le suivi spécifique annuel de l'Aigle royal. Cependant, les éléments concernant l'impact de l'ouverture des milieux sur la zone de chasse de l'Aigle royal n'apparaissent pas dans ce suivi, en prévision du bilan demandé à l'article 2.3 de l'AP.

Les données de l'association BECOT ont été analysées lors d'une première étude en 201. L'exploitant souligne la difficulté à obtenir ces données considérées comme confidentielles pour les associations qui les détiennent.

Demandes de l'inspection :

- Il est rappelé que les suivis doivent être poursuivis sur 5 ans après la mise en service complète du parc.
- Pour la réalisation des prochains suivis de mortalité, il convient d'élargir la durée du suivi sur l'année et d'augmenter le nombre de passages à au moins 2 passages/semaine de janvier à décembre. Il est possible d'envisager au moins 1 par semaine de décembre à février en s'appuyant sur les résultats de la persistance.
- Pour la réalisation des prochains suivis de mortalité, il convient d'étudier la possibilité d'augmenter la surface prospectable : diminution des zones embroussaillées par ex...
- Lors de la transmission des prochains rapports de suivis (à partir du suivi réalisé en 2022), l'exploitant fournira son plan d'actions pour l'année à venir au regard des recommandations formulées par le bureau d'études. Si des préconisations du bureau d'études ne sont pas suivies, l'exploitant le justifie dans ce plan d'actions.
- Si l'exploitant souhaite mettre en place la mesure de suppression des structures paysagères, une demande préalable doit être adressée à la DREAL pour instruction et validation. Cette demande doit être argumentée (avec avantages/inconvénients, état initial de la zone, conséquences réglementaires en matière de défrichement/dérogation espèces protégées).
- Dans un délai de 6 mois, pour le bilan annuel spécifique de l'Aigle royal pour l'année 2022 l'exploitant analysera les résultats acquis dès le démarrage des suivis, soit à partir de 2018, afin de pouvoir évaluer la perte de territoire de chasse de l'Aigle Royal tel que demandé à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 susvisé.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

L'inspection encourage l'exploitant à effectuer cette synthèse en corrélant les données télémétriques ou l'analyse globale de l'association BECOT sur le secteur de Cabalas.

- Dans un délai de 3 mois, concernant le bridage chiroptère, l'exploitant précisera de quelle manière le paramétrage du SDA prend en compte les heures de lever et de coucher du soleil (éphéméride intégré ? Autre?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mesures préventives d'accompagnement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3
Thème(s) : Autre, Plan de gestion et de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place des mesures préventives d'ouverture et de gestion de milieux ouverts favorables à la chasse de l'Aigle royal sur une superficie équivalente à la superficie de la perte théorique de territoire de chasse liée à la présence du parc éolien. Un plan de gestion et de suivi de ces mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans un délai de 3 ans et 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une analyse des résultats des suivis spécifiques prévus à l'article 2.1.3 visant à réévaluer la perte de territoire de chasse de l'Aigle Royal et proposera, le cas échéant, les mesures d'accompagnement supplémentaires qui pourront être fixées par un arrêté complémentaire.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis une convention signée entre le propriétaire de terrains choisis pour l'ouverture des milieux, l'exploitant agricole et l'exploitant du parc éolien, datée du 25 octobre 2017. Les propriétaires n'ayant pas changé, cette convention est toujours d'actualité. Cette convention doit permettre à l'exploitant du parc éolien de réaliser les mesures suivantes, sur une superficie de 15 ha :</p> <ul style="list-style-type: none"> - création et/ou maintien et/ou restauration de milieux ouverts en tant que zones d'alimentation de certains rapaces, et notamment d'un couple d'Aigle royal - gestion et suivi, sur une durée équivalente à celle de l'exploitation du projet, de ces milieux ouverts. <p>Les parcelles concernées sont : D181 à D188 et D282</p> <p>D'après la convention, un entretien par pâturage des milieux ouverts ainsi qu'un entretien triennal par gyrobroyage sont prévus.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a également remis à la DREAL un rapport d' « Évaluation quantitative et qualitative des peuplements existants sur les parcelles envisagées pour l'ouverture de milieux », réalisé par ALCINA en octobre 2014 et a précisé par courriel du 02/09/22 que « Concernant la mesure d'ouverture des milieux, cette mesure consistait en un maintien en milieu ouvert des espaces de chasse de l'Aigle Royal. Comme précisé dans le cahier des charges de la convention, les travaux consistaient en une coupe sans dessouchage. Il s'agissait donc de débroussaillage et non de défrichement. Il n'y avait pas de déclaration obligatoire [de défrichement] à réaliser, comme évalué par le bureau d'étude dans son rapport en page 28".</p> <p>L'inspection rappelle que le défrichement est défini comme un changement de vocation forestière du milieu. Il est donc possible de relever du défrichement sans couper d'arbre et le dessouchage n'est aucunement un critère nécessaire pour définir le défrichement.</p> <p>Une demande de défrichement est requise :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 – si le milieu concerné est un milieu forestier, c'est-à-dire dans un massif d'au moins 4ha, forestier depuis plus de 30 ans, dont le couvert boisé est occupé à plus de 10% par des essences forestières (quel que soit leur stade de développement, donc y compris au stade semis, sans arbre adulte). Les milieux boisés de la zone choisie pour l'ouverture des milieux répondent à cette définition. 2 – et si l'occupation du lieu devient incompatible avec le maintien de cette vocation forestière. Cela peut-être le cas avec une mise en culture, une construction, ou une gestion active de milieu ouvert telle que la régénération de la forêt devient impossible. L'objectif de gestion (non défini dans le cas présent) doit permettre de statuer sur ce point. 3 - il n'existe pas de critère minimum de taille du défrichement, dès lors qu'il se réalise dans un massif de plus de 4ha. <p>Demande de l'inspection :</p> <p>Le plan de gestion ne pouvant se résumer à une convention, l'exploitant remettra, dans un délai de 3 mois, un plan de gestion et de suivi des milieux ouverts détaillé et caractérisant l'intensité de</p>

<p>l'ouverture des milieux. Sur cette base, l'exploitant devra conclure sur la nécessité ou non de demander une autorisation de défrichement.</p> <p>Le plan de gestion doit détailler les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures compensatoires prévues ou déjà réalisées, - les caractéristiques du milieu concerné, - l'état initial de la zone sur la base d'inventaires, - l'état projeté de la zone, - la nature des travaux à réaliser ou déjà réalisés, - l'objectif de gestion visé, - les actions de gestion et d'entretien associées (ex. : fauchage tardif, pâturage extensif, etc.) et les différents acteurs impliqués (notamment accompagnement par un écologue), - le calendrier d'intervention des travaux à réaliser ou réalisés et des actions d'entretien, - les délais, les coûts et financements prévus pour les actions, - les suivis à mettre en œuvre. <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>/.../ Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées /.../ dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.</p> <p>Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées /.../</p> <p>Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
Constats : L'exploitant a transmis les justificatifs de versement sur DEPOBIO des données brutes collectées dans le cadre de l'ensemble des suivis de 2018 à 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi environnemental
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II
Thème(s) : Autre, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>/.../ l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, /.../ les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis /.../</p>
Constats : Le dernier rapport de suivi environnemental a été transmis le 22/08/22 par mail suite à la demande de l'inspection, soit plus de 6 mois après la dernière campagne de prospection.
<p>Demande de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant prendra ses dispositions pour que les prochains rapports de suivis environnementaux soient remis dans les délais réglementaires.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Retour d'expérience sur la mortalité du site
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Découverte et information à la DREAL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant /.../ est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1</p> <p>Un rapport d'accident /.../ est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident /.../, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. /.../</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de la « Procédure découverte mortalité avifaune ou chiroptère », version 3 du 11/07/22.</p> <p>Le signalement à la DREAL est réalisé dans les 48h sans nécessité que le diagnostic prévu de la procédure soit complètement réalisé. Ce premier signalement précise l'espèce et son niveau de protection. Les autres points du diagnostic sont transmis ultérieurement, sous un délai de 15 jours.</p> <p>Le rapport d'accident est bien fourni systématiquement et non sur demande (une mortalité d'espèce menacée - classement régional ou national- et une mortalité massive d'une espèce protégée sont considérées comme un accident au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement : un rapport d'accident doit être transmis systématiquement dans ces cas)</p> <p>L'exploitant a également remis un bilan des mortalités découvertes chaque année sur le site depuis 2018 jusqu'en 2021.</p> <p>Comme indiqué dans le cadre des suivis environnementaux, la mortalité (avifaune et chiroptère) est significative sur le parc, en particulier en 2018 et 2019.</p> <p>Au total, depuis la mise en service du parc, le registre répertorie 12 cadavres d'espèces menacées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 2019, 5 gobemouches noirs (statut : en danger) et 2 cas de Miniopère de Schreibers (statut : vulnérable). - En 2020, un bruant jaune, un chardonneret élégant, une linotte mélodieuse, un pipit farlouse (pour tous, statut : vulnérable) - En 2021, un chardonneret élégant (statut : vulnérable) <p>Pour l'année 2022, le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir connaissance de deux cas de pipistrelles et d'un cas de buse variable lors du suivi environnemental. Le bilan remis ne fait pas figurer les deux cas de pipistrelles.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir jamais informé ni transmis les fiches d'incident DREAL et BARPI à la DREAL pour les cas d'espèces menacées.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a remis plusieurs fiches d'incident. Seules deux fiches concernent le cas d'une espèce menacée (Chardonneret élégant, 2021).</p>
<p>Demandes de l'inspection :</p> <p>Dans un délai d'un mois, la procédure sera modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en ajoutant le cas des mortalités d'espèces non menacées : un bilan semestriel doit être transmis à la DREAL (cf. article 2.1.3 de l'APC du 18/07/14) - en précisant que seule une dérogation autorise de déplacer ou transporter un cadavre (Il ne s'agit pas d'une habilitation) - en ajoutant que la fiche d'incident DREAL mais aussi la fiche BARPI dont les modèles sont téléchargeables sur le site internet de la DREAL doivent être complétées et transmises à la DREAL.

<ul style="list-style-type: none"> - A partir de l'année 2023, l'exploitant établira un registre renseigné au fil de l'eau et détaillant chaque cas de mortalité (espèce, statut de conservation national et régional des espèces, date de la découverte, n° éolienne, distance éolienne, sexe). Ce type de registre constitue une bonne pratique mise en place par la profession. Il est rappelé que le registre/bilan doit comptabiliser les cas de mortalité identifiés lors des suivis mais aussi les cas ponctuels découverts dans un autre contexte (ex : identifiés par le SDA). - Dans un délai d'un mois, l'exploitant complètera le bilan des mortalités pour l'année 2022 - Dans un délai de 3 mois, l'exploitant communique les fiches d'incident DREAL/BARPI dûment complétées pour les cas de mortalité d'espèces menacées. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription / Lettre préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Mise en service du dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le parc éolien est équipé de systèmes efficaces de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords des mâts et des pales des éoliennes sur 360 ° (vision artificielle ou autre technique disponible), adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal. L'exploitant justifie que la détection mise en place permet de couvrir l'ensemble du parc éolien préalablement à sa mise en fonctionnement. Ces dispositifs de détection disposent des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt.</p> <p>/.../</p> <p>Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans une consigne écrite communiquée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les 13 éoliennes du sont équipées d'un système de détection de l'avifaune (SDA - Safewind de la société Biodiv-Wind). Ce dispositif se traduit par un effarouchement sonore en première action, suivi si nécessaire d'une régulation de la vitesse de rotation des pales.</p> <p>L'exploitant a remis les rapports d'installation du SDA sur les 13 éoliennes :</p> <p><u>- Cabalas Est :</u></p> <p>Les SDA ont été installés en janvier 2020 et testés en mars 2020 sur les éoliennes E1 à E4. 8 caméras et 4 haut-parleurs sont installés sur chaque mât à une hauteur de 8 m (vu sur E4 lors de la visite). D'après les rapports d'installation, ces caméras permettent de couvrir 360° à l'horizontale et 240° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p><u>- Cabalas Centre :</u></p> <p>Initialement seules les éoliennes E5, E7 et E9 ont été équipées.</p> <p>Pour E5 et E9, 3 caméras et 3 haut-parleurs à 8 m de hauteur ont été installés et testés en avril 2018. Ces caméras permettent de couvrir 330° à l'horizontale et 180° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p>Sur E7, 2 caméras et 2 haut-parleurs à 8 m de hauteur ont été installés en avril 2018. Ces caméras permettent de couvrir 220° à l'horizontale et 120° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p>Les éoliennes E6 et E8 ont, par la suite, été équipées en janvier 2020. Pour ces deux éoliennes, 8 caméras et 4 haut-parleurs sont installés sur chaque mât à une hauteur de 8 m. Ces caméras permettent de couvrir 360° à l'horizontale et 240° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p><u>- Cabalas Ouest</u></p> <p>Concernant E10 et E12, 8 caméras et 4 haut-parleurs sont installés sur chaque mât à une hauteur de 15 m, depuis janvier 2020. Ces caméras permettent de couvrir 360° à l'horizontale et 240° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p>L'éolienne E11 est équipée de 8 caméras et 4 haut-parleurs à 10 m de hauteur, depuis janvier 2020. Ces caméras permettent de couvrir 360° à l'horizontale et 240° à la verticale autour de l'éolienne.</p> <p>L'inspection constate donc que le SDA a été installé un an après la mise en service de la tranche ouest du parc.</p> <p>La régulation fonctionne par éolienne.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports d'exploitation du SDA pour les deux semestres de l'année 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espèces identifiées comme prioritaires sont l'Aigle royal et le Milan royal ; - Le SDA a été paramétré pour les espèces de taille moyenne ; - Les distances théoriques maximales de détection et de déclenchement de l'effarouchement sonore pour les rapaces de moyenne taille sont de 300 m - La durée de l'effarouchement est de 1s et la régulation est déclenchée sur une durée de 15s

Le jour de l'inspection, l'exploitant a par ailleurs indiqué que :

- la régulation consiste à réaliser un pitch complet des pales (mise en drapeau). Les pales tournent alors avec l'inertie et en fonction de la vitesse du vent.
- il considère la vitesse seuil de 50 km/h comme non accidentogène pour l'avifaune. L'effarouchement et la régulation ne sont pas enclenchés si les pales tournent à une vitesse inférieure à 50 km/h.

Le rapport d'exploitation du 1er semestre 2021 laisse sous-entendre qu'une collision avec un Vautour moine a eu lieu le 19/05/21 sur l'éolienne E1.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu collision et que l'espèce n'a pas été clairement identifiée. Les vidéos enregistrées ont été visualisées en séance : l'oiseau s'éloigne de l'éolienne.

Post-inspection, l'exploitant a envoyé un mail interne du 20/05/21 analysant le cas observé et concluant sur l'absence de collision.

Tous les cas de traversée de rotor figurant sur les rapports d'exploitation ont été vérifiés et analysés par les ornithologues à partir des vidéos enregistrées.

De même, toutes les vidéos de détection (y.c faux positifs) sont visualisées et analysées par des ornithologues.

Les vidéos visualisées sur l'interface du SDA ont permis à l'inspection de vérifier que les détections d'Aigles royaux sur les éoliennes E10, E12 et E13 (les 24/02/21, 28/06/21 et 31/03/21) ont déclenché l'effarouchement et la régulation des éoliennes.

Demandes de l'inspection :

- Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra le rapport d'installation du SDA sur l'éolienne E13.
- Dans un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les dates des tests complémentaires qui n'avaient pu être réalisés en l'absence de connexion pour les SDA installés sur les éoliennes E6, E8, E10 à E12.
- Dans un délai de 3 mois, l'exploitant confirmera les dates de mises en service de la tranche ouest et de l'installation du SDA et expliquera/justifiera ce délai.
- Dans un délai d'un mois, l'exploitant ajoutera le commentaire adéquat dans le rapport d'exploitation sur le cas du Vautour moine.
- Dans un délai d'un mois, l'exploitant corrigera dans les rapports d'exploitation le commentaire relatif à la vitesse des pales lors de la traversée du rotor (la vitesse des pales au moment de la détection de l'oiseau?).

Le point suivant fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. Dans un délai d'un mois, l'exploitant :

- démontrera que les caméras du système de détection de l'avifaune (SDA) couvrent l'ensemble des abords des mâts et des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible) et que la détection mise en place permet de couvrir l'ensemble du parc éolien : à ce titre, un ou des schéma(s) explicatif(s) des champs de détection des caméras au niveau de chaque éolienne seront transmis ;
- en justifiant que le SDA installé sur le parc éolien est adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal. A ce titre, l'exploitant démontrera que les distances de régulation/arrêt paramétrées sont adaptées à l'aigle royal. Le document fourni devra :
 - comparer les distances paramétrées aux distances de régulation minimales théoriques nécessaires à la réduction du risque de collision pour cet oiseau cible,
 - prendre en compte la sphère à risques (longueur des pales + 20 m / la vitesse d'arrêt machine doit être atteinte dès l'entrée d'une espèce cible dans cette sphère à risques),
 - indiquer la vitesse de vol de l'Aigle en précisant les références bibliographiques de cette donnée,
 - justifier le temps de mise à l'arrêt/régulation des éoliennes (temps de réaction du SCADA pour l'envoi de la commande inclus),

- le cas échéant, justifier de la vitesse de régulation choisie.
Dans un délai d'un mois, l'exploitant :
- justifiera voire complètera la liste des espèces identifiées comme prioritaires au regard de la liste des espèces présentes dans le secteur, leur statut de conservation et les enjeux régionaux identifiés https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/guides-et-outils-r9014.html ;
- justifiera que les distances de régulation/arrêt paramétrées sont adaptées aux espèces prioritaires préalablement identifiées, en appliquant la démarche détaillée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription / lettre préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité /.../.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis en amont de l'inspection le fichier intitulé « résumé interventions ». Il s'agit du registre de maintenance corrective du SDA.</p> <p>Le registre fait état d'un rapport d'intervention du 10/06/22 (intervention réalisée le 13/04/22) sur les caméras des éoliennes E02 et E12. La caméra de E12 présentait une anomalie mineure n'empêchant pas le bon fonctionnement de la détection, il s'agissait donc d'une maintenance corrective. La caméra de l'éolienne E02 a fait l'objet d'une maintenance préventive à l'occasion, une fêlure ayant été détectée sur l'optique le jour de l'intervention.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention sur ces caméras et une note explicative des mesures mises en place le 13/04/22 sur E2 et E12.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe aucun autre document au titre de l'article 19 de l'AM.</p>
<p>Demande de l'inspection :</p> <p>- Dans un délai d'un mois, remettre le manuel d'entretien et le registre de maintenance.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : /.../ L'exploitant s'assure par des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et de l'asservissement.</p> <p>Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans une consigne écrite communiquée à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas de document relatif aux modalités de maintenance du SDA.
<p>Demande de l'inspection : Dans un délai d'un mois, formaliser une consigne écrite telle que définie à l'article 2.1.2 de l'AP du 18/07/14 et mettre en place des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et de l'asservissement.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : MESURES DE REDUCTION : VISIBILIMETRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Mise en service du dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le champ éolien est équipé d'un dispositif permettant de mesurer la visibilité au niveau du mat de mesure. Les éoliennes seront équipées d'un système de modulation des machines asservi au dispositif pré-cité qui permet une régulation adaptée voire un arrêt des éoliennes dans les conditions de visibilité suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une visibilité inférieure à 1 km du 01 juillet au 30 septembre, - une visibilité inférieure à 1 km sur une période supérieure à 24 heures du 01 mars au 30 juin. <p>/.../</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les modalités d'asservissement et les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis le rapport d'installation du visibilimètre en date du 17/10/18. Deux visibilimètres ont été installés par la société Safewind en avril 2018 au niveau d'un des postes de livraison, à une hauteur de 4 m. Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de ces 2 visibilimètres sur l'un des deux postes de livraison à proximité de l'éolienne E4. L'article 2.1.1 de l'APC de 2014 prévoit que le(s) visibilimètre(s) soient disposés au niveau du mat de mesure.</p> <p>Le rapport d'installation fait état du paramétrage utilisé. L'arrêt des éoliennes est programmé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque la visibilité est Inférieure à 1km +/- 10%, du 01 Juillet au 30 Septembre - lorsque la Visibilité est Inférieure à 1km +/- 10% sur une période cumulée de 24h, du 01 Mars au 30 Juin <p>Demandes de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans un délai d'un mois, l'exploitant installera les visibilimètres au niveau du mat de mesure. A défaut, il justifiera que l'installation au niveau du poste de livraison assure une efficacité équivalente des dispositifs. - Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera l'incertitude de 10 %.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : MESURES DE REDUCTION : VISIBILIMETRE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 en vigueur 01-07-2020
Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité /.../</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de ces documents.
<p>Demande de l'inspection : Dans un délai d'un mois, remettre le manuel d'entretien et le registre de maintenance. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : MESURES DE REDUCTION : VISIBILIMETRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure par des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et de l'asservissement. Une consigne écrite doit préciser les modalités d'asservissement et les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement.</p>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas de document relatif contrôles périodiques et aux mesures à prendre en cas de dysfonctionnement.
<p>Demande de l'inspection : Dans un délai d'un mois, formaliser une consigne écrite telle que définie à l'article 2.1.1 de l'AP du 18/07/14 et mettre en place des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et de l'asservissement. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois